

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1251 - 26 novembre 1987 - 3 F

D 1251 BRÉSIL: PRESSE NATIONALE ET INDIENS

La violente campagne de presse déclenchée, à partir du problème indien, contre les Eglises chrétiennes du Brésil (cf. DIAL D 1235) continue de faire des remous. C'est le journal *O Estado de São Paulo* qui en avait pris la tête avec la publication de faux documents sur l'action du Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), organe officiel de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), et sur la prétendue articulation internationale sous couvert du Conseil oecuménique des Eglises à Genève. Nous publions l'opinion du journaliste Dermi Azevedo, directeur de l'Agence oecuménique d'information (AGEN).

Note DIAL

LA CAMPAGNE CONTRE LES INDIENS EST RACISTE

par Dermi Azevedo
(Intertitres de DIAL)

La campagne en cours contre les Indiens brésiliens à travers les journaux *O Estado de São Paulo*, *O Globo*, *Correio Braziliense*, *Jornal Nacional* de la chaîne de télévision *Globo*, par le ministre de la justice Paulo Brossard, sans compter quelques députés du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), du Parti démocratique et social (PDS) et du Parti du front libéral (PFL), cette campagne revêt un caractère essentiellement raciste. Elle est une tentative de légitimation de l'extermination totale des 230.000 Indiens restant encore dans le pays.

Au nom du "développement économique", du "progrès" et des "exigences imprescriptibles de l'avancée de la civilisation", on s'applique à parfaire la politique de génocide commencée avec la "découverte du continent" en supprimant les obstacles - c'est-à-dire les ethnies indiennes - à l'installation définitive du capital dans l'ensemble du pays, en particulier dans la région amazonienne. Curieusement et tragiquement, ceux qui lancent leur offensive contre les Indiens - en prenant comme boucs émissaires le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), le Centre oecuménique de documentation et d'information (CEDI) et l'Institut brésilien d'analyse sociale et économique (IBASE) se présentent habituellement comme "nationalistes", "démocrates" et "patriotes".

Est-ce, oui ou non, du racisme le fait de considérer les Indiens comme un obstacle au développement du pays, en leur refusant le droit essentiel de vivre selon leur culture, leurs coutumes et leurs traditions? Est-ce, oui ou non, du racisme le fait de justifier l'extermination des Indiens au nom du profit, de la stratégie de "sécurité nationale", de l'occupation du sous-sol des terres indiennes pour en exploiter les minerais nécessaires à la stratégie de course aux armements? Ce n'est évidemment pas un racisme déclaré à la Gobineau, à la Chamberlain, à la Mussolini ou à la Hitler, mais ses présupposés sont les mêmes, ses conséquences ethnocidaires identiques, tout cela au nom de la "civilisation occidentale et chrétienne"...

A partir de cette prémisse - le caractère raciste et légitimant l'ethnocide de cette campagne - je voudrais souligner d'autres aspects d'un aussi honteux montage anti-indien, sorte de reproduction du Plan Cohen.

(Semer la confusion)

La première conséquence voulue (et en partie réalisée) est de semer la confusion parmi les Indiens et dans l'opinion publique dans son ensemble. Les Indiens, les Eglises, les organisations de soutien et les organismes représentatifs des luttes indiennes - telle l'Union des nations indiennes (UNI) - sont présentés comme des "ennemis". On fait une politique de cooptation. Le groupe *Globo* est allé jusqu'à amener à Rio de Janeiro, il y a une semaine, des Indiens tukanos qui ont été conduits au Jardin botanique et dont le déplacement a été présenté comme un "remerciement à Roberto Marinho (1) pour son éditorial contre le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI)"...

A l'opinion publique on présente un montage de phrases très mal fait dans lequel des documents fabriqués et trafiqués sont présentés comme "preuves" d'une "conspiration contre le Brésil". Les Indiens (ainsi que le dénonçait il y a plus de dix ans le document "*Y Juca Pirama - l'Indien, celui qui doit mourir*") sont présentés aux lecteurs des journaux et aux téléspectateurs comme "des primitifs incapables d'autogestion et d'autodétermination, manipulés par les missionnaires", ou bien comme "des acculturés qui doivent être traités à l'égal des autres Brésiliens", c'est-à-dire soumis à des conditions d'existence de plus en plus dégradantes.

(Diffamer)

Le deuxième effet recherché dans cette campagne - et obtenu - est la diffamation de tous ceux qui font cause commune avec les Indiens pour la reconnaissance de leurs droits dans une société différenciée. Dans ce chœur diffamatoire se retrouvent Julio de Mesquita Neto (2), Paulo Brossard (3), l'Union démocratique rurale (UDR) (4), l'Association brésilienne de bovins de race zébu, Roberto Marinho (cf. note 1) et Roberto Cardoso Alves (5), comme intégration de tout ce qu'il y a de plus "nationaliste" et "démocratique" au Brésil...

(Jouer la défense militaire)

La troisième cible de la campagne est d'essayer d'amener l'ensemble du secteur militaire à la thèse de "l'avancée inexorable du développement économique". L'objectif est en partie atteint et la campagne a su exploiter efficacement le discours de légitimation du projet Coulée nord (6), prunelle des yeux des militaires. C'est l'occasion, pour les porte-parole de transnationales comme la Brascan, l'Anglo-American et autres, de mettre à profit la thèse de la défense des frontières brésiliennes pour présenter les Ianomanis, victimes de la tuberculose et de la malaria, comme les artisans d'un "Etat indépendant" à la frontière du Brésil avec le Venezuela.

(Faire sauter les obstacles)

Tous ces objectifs et toutes ces conséquences attendues de la campagne convergent vers une seule chose: ouvrir la voie - y compris sous couvert institutionnel - à l'occupation définitive du sol et du sous-sol indien par les grands groupes économiques brésiliens et étrangers dont l'Amazonie est le "filet mignon" (7) en termes d'inves-

[1] Directeur du journal O Globo [NdT].

[2] Directeur du journal O Estado de São Paulo [NdT].

[3] Ministre de la Justice [NdT].

[4] L'UDR, créée en 1985 en réaction contre le projet gouvernemental de réforme agraire, est devenue une organisation à dimension nationale extrêmement combattive et agressive [NdT].

[5] Député du PMDB pour l'Etat de São Paulo, et président de la Commission d'enquête parlementaire sur cette affaire [NdT].

[6] Ce projet consiste en l'installation de huit bases militaires sur les frontières nord et ouest de l'Amazonie brésilienne [NdT].

[7] En français dans le texte [NdT].

tissements. Pour cela il faut "faire de suite sauter tous les obstacles", qu'il s'agisse des missionnaires concrètement engagés dans la cause de la libération des Indiens, ou des Indiens eux-mêmes, ou des membres de la Commission pastorale de la terre, ou des dirigeants syndicaux du rural. Il ne doit rester qu'un immense espace vide pour les grands projets: la métropole amazonienne.

(Le rôle de la presse)

Un autre aspect à analyser dans cette campagne est le rôle des médias et des journalistes. En ce qui concerne les médias, ils agissent conformément aux voix de leurs propriétaires ou de leurs partenaires chefs d'entreprises. Pour ce qui est des journaux, *O Estado de São Paulo* joue au ventriloque des intérêts de la Société Paranapanema et autres grands groupes économiques. Il rompt avec les normes élémentaires de l'investigation journalistique, sans se préoccuper de vérifier l'authenticité des "documents" qu'il a utilisés pour sa série de reportages.

Les autres journaux - *O Globo*, *Correio Braziliense* - secondent *O Estado de São Paulo* et se mettent aussitôt à publier des articles renforcés d'éditoriaux sur le même ton. L'équipe directoriale de *Jornal da Tarde* (8) émet des doutes sur l'authenticité des matières utilisées par *O Estado de São Paulo* mais publie en second plan ses dénonciations. Les journaux comme *Folha de São Paulo* et *Jornal do Brasil* n'entrent pas directement dans le débat. Tous font partie de l'Association nationale des journaux; leurs différences ne sont pas synonyme de contradictions.

Que pouvons-nous dire des journalistes dans cette campagne? La réflexion englobe nécessairement une mise en question de notre rôle de professionnels au sein des entreprises de communication. Chaque situation doit être soigneusement examinée en fonction du contexte spécifique, si nous ne voulons pas commettre d'injustice. La règle générale est que nous devons exécuter les tâches qui nous sont ordonnées. Cependant il y a une règle supérieure, qui nous est recommandée par notre code d'éthique professionnelle: celle d'être au service de la vérité et de la justice. Ces valeurs doivent toujours prévaloir, coûte que coûte, même si cela implique des conséquences préjudiciables au maintien de l'emploi (9). Notre légitime aspiration à un niveau professionnel supérieur ne peut faire table rase de valeurs éthiques fondamentales. Si les tâches qui nous sont attribuées passent les limites de la vérité et de la justice, nous avons le devoir de les refuser et nous sommes dans l'obligation de dénoncer publiquement la situation qui nous est ainsi faite.

Il est tragique de voir à quel point cette dimension éthique est de plus en plus violentée dans notre profession. Au nom du pouvoir et de la promotion dans l'entreprise, l'idéologie patronale est trop souvent acceptée consciemment et sans esprit critique, au mépris de tous les principes.

A l'heure où notre profession est violentée de toutes les façons possibles, nous avons de toute urgence besoin de restaurer notre capacité d'indignation. Nous avons besoin de nous indigner d'abord contre notre soumission devant les injustices.

Dans le cas présent nous avons le devoir de dénoncer le vrai caractère de la campagne contre les Indiens et, par-dessus tout, de défendre le droit de nos frères indiens à la vie et à la liberté.

[8] Appartenant au même groupe que *O Estado de São Paulo* [NdT].

[9] L'auteur, Dermi Azevedo, appartenait à la rédaction de *Folha de São Paulo* jusqu'à une date récente. Il a quitté ce journal pour motif de conscience [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441